

Brochure n° 3304

Convention collective nationale

IDCC : 2190. – **MISSIONS LOCALES ET PAIO**

AVENANT N° 30 DU 6 JUIN 2008
RELATIF À L'EXTENSION DU CHAMP D'APPLICATION
DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET0850851M

IDCC : 2190

Entre :

L'union nationale des missions locales (UNML) et PAIO et des organismes d'insertion sociale et professionnelle,

D'une part, et

Le syndicat national des métiers de l'insertion (SYNAMI) CFDT ;
La fédération française santé et action sociale (FFASS) CFE-CGC ;
La fédération de la protection sociale et de l'emploi (FPSE) CFTC ;
La fédération nationale de l'action sociale (FNAS) CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Modification du titre de la CCN
des missions locales et PAIO du 21 février 2001*

Le titre est modifié comme suit : « Convention collective nationale des missions locales et PAIO, des maisons de l'emploi et PLIE ».

Article 2

Modification de l'article 1.1 de la convention collective nationale des missions locales et PAIO

Ce nouvel article 1.1 est rédigé comme suit :

« Article 1.1

Champ d'application

La présente convention collective couvre le territoire national, y compris les DOM, et règle les rapports entre :

D'une part :

- les employeurs des missions locales et PAIO et de leurs groupements dont l'activité principale est le suivi, l'insertion sociale et professionnelle, l'accompagnement des jeunes et la construction des réponses adaptées à leur situation, relevant de l'ordonnance n° 82-273 du 26 mars 1982 et de la loi n° 89-905 du 19 décembre 1989, notamment classifiés sous les codes APE 88-99B et 94-99Z ;
- les employeurs des maisons de l'emploi dont une partie de l'activité consiste à participer à l'accueil et à l'orientation des demandeurs d'emploi, à l'insertion, à l'orientation en formation, à l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des salariés et à l'aide à la création d'entreprise relevant de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, du décret n° 2005-259 du 22 mars 2005 et de la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, notamment classifiés sous les codes APE 88-99B, 94-99Z et 84-13Z ;
- les employeurs des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi (PLIE) dont l'activité permet de faciliter l'accès à l'emploi des personnes en grande difficulté d'insertion sociale et professionnelle dans le cadre de parcours individualisés permettant d'associer accueil, accompagnement social, orientation, formation, insertion et suivi relevant de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998, notamment classifiés sous les codes APE 88-99B et 94-99Z ;

D'autre part :

- les salariés des missions locales et PAIO, et de leurs groupements ;
- les salariés des maisons de l'emploi ;
- les salariés des plans locaux pluriannuels pour l'insertion et l'emploi (PLIE).

Article 3

Les parties signataires de cet avenant s'engagent à en demander l'extension.

Article 4

Date d'effet de l'avenant

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} janvier 2009.

Fait à Paris, le 6 juin 2008.

(Suivent les signatures.)